

ARVISENET, Philippe d' et Jean-Pierre PETIT. *Échanges et finance internationale - Les enjeux*. Paris, La Revue Banque Éditeur, 1996, 575 p.

Deniz Akagul

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703891ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703891ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akagul, D. (1998). Compte rendu de [ARVISENET, Philippe d' et Jean-Pierre PETIT. *Échanges et finance internationale - Les enjeux*. Paris, La Revue Banque Éditeur, 1996, 575 p.] *Études internationales*, 29(2), 490–493.
<https://doi.org/10.7202/703891ar>

çon indépendante de leurs politiques macroéconomiques. En d'autres mots, parfois même sans pression de la part de groupes sociaux en faveur d'une ouverture sur les marchés nationaux (comme c'est le cas dans les pays dirigistes), les forces de l'internationalisation érodent la capacité des gouvernements nationaux de décider de leur politiques économiques d'une façon souveraine.

Une des principales critiques dirigées à l'endroit des ouvrages collectifs est un manque de cohésion entre les chapitres théoriques et les chapitres empiriques. Ce volume ne souffre pas de cette lacune. Keohane et Milner ont su s'associer à une brochette impressionnante d'auteurs qui ont évalué d'une manière limpide les principales propositions avancées dans le chapitre introductif. Aucun cours gradué affecté à l'étude de l'économie politique internationale ne saura se passer de cet ouvrage collectif de très haute qualité.

Erick DUCHESNE

*Assistant professeur invité,
SUNY-Buffalo, États-Unis*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Échanges et finance internationale – Les enjeux.

ARVISENET, Philippe d' et
Jean-Pierre PETIT. Paris, La Revue
Banque Éditeur, 1996, 575 p.

Rédigé par deux responsables financiers, cet ouvrage volumineux, tout en fournissant les schémas théoriques de base indispensables pour un non-initié, s'adresse aussi au spécialiste intéressé par les controverses qui animent les débats sur l'évolution

de l'économie mondiale. Également enseignants à l'Université de Paris II et à l'Institut d'Études Politiques de Paris, Philippe d'Arvisenet et Jean-Pierre Petit ont su exploiter, au profit du lecteur, leur double qualité de théoricien et de praticien de l'économie. L'alliance entre la théorie et la pratique apparaît tant au niveau de l'architecture générale de l'ouvrage, qu'au niveau du traitement des thèmes abordés. « La scène économique internationale » analysée dans la première partie, à travers les principales tendances et la problématique de la mondialisation, est suivie par une deuxième partie sur « le cadre statique et théorique des échanges internationaux ».

Dans la première partie, avant d'aborder la problématique de la mondialisation, les auteurs font part de leurs observations sur les thèmes comme le partage du revenu mondial, le sous-développement, la transition en Europe de l'Est et les principales tendances dans les pays industrialisés. La crise pétrolière de 1973 qui a rompu les « trente glorieuses » n'est que le détonateur d'une crise qui est encore plus profonde. À côté de la rupture énergétique, la décennie soixante-dix est marquée, selon les auteurs, par deux autres ruptures. Tout d'abord, la rupture monétaire avec l'abandon du système de Bretton Woods qui avait assuré la stabilité du système monétaire international. Ensuite, la rupture industrielle caractérisée d'une part, par la troisième révolution industrielle et d'autre part, par la nouvelle donne dans la division internationale du travail apparue avec l'émergence des nouveaux pays industrialisés. Après le

redressement précaire des années quatre-vingt, suivi d'une nouvelle phase de ralentissement au début des années quatre-vingt-dix, la reprise amorcée depuis 1993 leur paraît fragile. Les observations issues des analyses descriptives les conduisent à poser des questions et à cerner pas à pas la problématique de la mondialisation. Selon eux, les pays industrialisés sont en train de subir une crise des politiques et de la pensée économiques, dans un contexte marqué par la dégradation des finances publiques et par la persistance d'un chômage élevé, qui sont les deux principaux défis auxquels l'Europe continentale, en particulier, est amenée à faire face. La solution suggérée pour une sortie de la crise passe par la réduction du déficit public. Tout d'abord, parce que la politique budgétaire se révèle inefficace, en raison des effets d'éviction du financement privé. Ensuite, parce que l'ouverture croissante des économies a profondément transformé l'environnement des politiques budgétaires, de telle sorte que le multiplicateur keynésien des dépenses publiques a perdu de son efficacité.

La problématique de la mondialisation abordée dans le second chapitre de la première partie, est traitée sous ses aspects commerciaux, industriels et financiers. Sur le plan commercial, l'évolution est caractérisée par le développement des échanges « intra-branche », de « services commerciaux » et par le processus de régionalisation. Bien que ce dernier aille à contre-courant de la globalisation aux yeux des auteurs, la menace que ce processus fait peser sur la globalisation est plus théorique que réelle. Sur le plan industriel, la

mondialisation, définie comme un processus de « décomposition internationale du processus productif », est traitée en détail, avec les références qui s'imposent, du cycle du produit de Vernon jusqu'à la théorie de la firme et les coûts de transactions de Coase et de Williamson, en passant par les avantages comparatifs de Mundell, Kemp et Kojima. Cette façon d'aborder la mondialisation, qui modifie le concept de compétitivité et l'interprétation de l'équilibre épargne-investissement à l'échelle nationale, conduit à percevoir autrement les effets de la mondialisation sur le commerce extérieur, la croissance et l'emploi. Avec la mobilité croissante des capitaux, la notion de compétitivité couvre un champ plus large et entraîne une déconnexion entre les entreprises et le territoire initial d'activité. Pour les firmes, la compétitivité consiste à jouer un rôle actif dans les réseaux mondiaux, alors que pour les États, il s'agit d'attirer l'investissement mondial en augmentant l'attraction du territoire national. Cette mondialisation industrielle a pour conséquence de rendre inopérante les instruments traditionnels de la politique commerciale et de contraindre les pays à relever leur taux d'épargne pour rester compétitif et pour maintenir le rythme d'accumulation. Sur le plan financier, la globalisation qui trouve ses origines dans l'accentuation des déséquilibres courants présente des avantages, mais aussi des limites. Si elle a permis d'alléger la contrainte extérieure, d'améliorer l'efficacité de l'épargne mondiale et de diversifier les actifs internationaux, elle a en revanche provoqué la déconnexion entre les flux réels et les flux financiers. En alimentant l'instabilité des sources

de financement, elle a engendré une perte d'autonomie des politiques économiques, d'abord dans le domaine monétaire, puis budgétaire.

La deuxième partie de l'ouvrage, consacrée au cadre théorique, couvre le programme standard d'un cours de système monétaire international, tel qu'on rencontre souvent dans l'enseignement des sciences économiques. La balance des paiements, le marché des changes, les financements internationaux, les marchés dérivés et l'ajustement des comptes extérieurs sont les principaux thèmes abordés. Cependant, si le plan est standard, la mise à contribution de l'expérience professionnelle des auteurs distingue cet ouvrage des manuels qu'on a l'habitude de consulter. Les thèmes comme la balance des paiements, le marché des changes ou le fonctionnement des marchés dérivés qu'on trouve dans les quatre premiers chapitres et qui ne sont pas toujours facile à expliquer, font l'objet d'un traitement pédagogique.

La deuxième partie s'achève avec le thème de l'ajustement où les auteurs traitent les problématiques dans le cadre d'une approche normative. Cette dernière est le second aspect qui distingue cet ouvrage des manuels standards. Après les principaux déterminants de la contrainte extérieure (les élasticités-prix et revenu de la demande, la spécialisation, etc.), ainsi que les différentes approches théoriques auxquelles ils sont associés, les auteurs s'interrogent sur les caractéristiques que doivent revêtir les mesures de politique économique, dans le cadre de la problématique de la crédibilité et de l'ajustement structurel. Le scepticisme des « modèles

d'incohérence temporelle », sur l'efficacité des politiques discrétionnaires qui dépend des anticipations des agents économiques, constitue l'hypothèse de départ de leur analyse. Ils plaident en faveur de politiques économiques automatiques qui doivent se manifester par des engagements fermes de réduction des déficits publics, interdisant en même temps leur monétisation. Elles doivent être accompagnées par des réformes structurelles du marché du travail et des régimes de protection sociale, allant dans le sens d'une plus grande flexibilité et d'une maîtrise des dépenses sociales. Même si l'on peut être en désaccord avec certaines hypothèses, notamment avec celle des anticipations rationnelles introduite implicitement dans le raisonnement, l'exposé a le mérite d'être clair.

Les principaux thèmes de l'ouvrage qu'on peut repérer à travers ce rapide survol, figurent dans la plupart des manuels. Il n'en demeure pas moins que l'ouvrage se démarque du format standard auquel les spécialistes sont habitués. L'association habilement réalisée entre l'observation empirique et les repères théoriques, fait que les lecteurs avertis, qui peuvent exploiter l'expérience pratique des auteurs, profitent autant que les étudiants qui ont en plus besoin des repères théoriques dans leurs initiations. Les encadrés et les dossiers, tout en approfondissant certaines questions, évitent d'alourdir le raisonnement et de disperser ainsi l'attention du lecteur. Le pluralisme de la méthode d'appréhension des problèmes mérite également d'être relevé parmi les caractéristiques qui font l'originalité de l'ouvrage. À l'histoire contemporaine sont associés les tra-

vaux académiques présentés avec simplicité, sans formalisation excessive. Bien que, dans un environnement international en mutation rapide, les aspects descriptifs soient destinés à vieillir rapidement, leur articulation avec la théorie, exposée de façon pédagogique, fait de cet ouvrage une référence qu'il convient de retenir. Pour autant, les auteurs ne semblent pas avoir achevé leur réflexion, puisqu'un deuxième volume consacré aux « acteurs » est annoncé. Il abordera les problématiques de la coopération internationale dans les domaines monétaire, financier et commercial et de l'intégration européenne depuis la création du Marché commun jusqu'à la mise en place de la monnaie unique.

Deniz ARAGUL

Faculté des sciences économiques et sociales
Université des sciences et technologies
de Lille, France

Institutions économiques internationales. La mondialisation économique et ses limites.

BÉLANGER, Michel. Paris, *Economica*, 1997, 6^e éd., 228 p.

La mondialisation de l'Économie. Tome 1. Genèse ; Tome 2. Problèmes.

ADDA, Jacques. Paris, *La Découverte*, 1996, 128 p.

Voici deux ouvrages qui abordent la mondialisation de l'économie capitaliste, bien que de perspectives analytiques assez différentes. Le premier constitue plutôt une approche aux institutions économiques internationales créées depuis la Deuxième Guerre mondiale, le second, plus théorique et historique, fournit un point

de vue complémentaire à l'étude de l'évolution de l'économie mondiale.

Le livre de Bélanger aborde cette étude d'une perspective essentiellement juridico-institutionnelle, à travers les organisations économiques *à vocation mondiale*. Voilà qui constitue son apport principal en tant que manuel très utile pour ceux qui s'initient aux analyses des acteurs de l'économie mondiale.

Après une introduction où on aimerait trouver une analyse théorique plus systématisée du capitalisme historique et des concepts découlant de l'économie politique, l'auteur assure une ample information sur les diverses organisations économiques internationales à caractère mondial (Nations Unies, FMI, Banque Mondiale, GATT-OMC), sur les institutions économiques internationales à caractère trans-régional (OCDE, OPEP) ainsi que sur les forums économiques interrégionaux, tel le Groupe des 77.

Dans la deuxième partie, on trouve la suite de la structuration du système monétaire et financier mondial à partir de Bretton Woods, un peu pêle-mêle à côté des exemples de l'élargissement du système commercial mondial (du GATT à l'OMC, la coopération Nord-Sud, avec les Accords de Lomé, la coopération bilatérale, etc.) et de l'action des sociétés transnationales.

Mais, au-delà de l'information sur les acteurs et les processus à l'échelle de l'économie mondiale, il n'y a pas dans le livre un ordre méthodique qui permet de s'expliquer pourquoi et comment des organisations de coopération nettement moins contraignantes (exemple : OPEP, divers efforts